

ETUDE EN VUE DE LA CONFECTION ET DE LA DIGITALISATION DU CADASTRE

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET **N° 000 06 - - / AMI/MINDCAF/SG/DCAD/SDEN/2023 du** **23 FEV 2023**

1. CONTEXTE

Dans l'optique de la réalisation de la vision Cameroun « Pays Emergent Démocratique et Uni dans sa Diversité » à l'horizon 2035, le Cameroun, dans le cadre de sa politique nationale de développement, a élaboré depuis 2009, un ensemble de documents de stratégie, parmi lesquels, la Stratégie Nationale de Développement à l'Horizon 2030 (SND30), qui représente le nouveau cadre de référence pour l'action gouvernementale au cours de la décennie 20-30. Elle s'appuie sur les leçons de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) dont elle prend le relais depuis début 2020. L'ambition du gouvernement dans le cadre de la SND 30 est claire : située le pays dans la mouvance de l'émergence à l'horizon 2035. Quoique cet objectif soit noble et légitime, il n'en demeure pas moins vrai que la mise en œuvre de la SND30 se fait dans un contexte économique national et international assez instable.

Bien que la conjoncture actuelle de guerre en Ukraine ne permette pas encore de mesurer l'impact sur les relations économiques et les pays africains dont ceux de la Sous-Région, l'on pourrait s'attendre à un impact plutôt non négligeable sur l'économie africaine et camerounaise en particulier, compte tenu de la forte dépendance de ceux-ci à l'égard du blé, mettant ainsi à nouveau l'accent sur les questions d'insécurité alimentaire et d'absence de souveraineté en la matière. Ce problème structurel reste d'autant plus appuyé par les crises de 2008, relatives aux émeutes de la faim dans un contexte de crise financière, et de 2019, relative à la pandémie à Corona virus, ce qui a réduit le trafic maritime et a substantiellement entraîné une augmentation des prix, exposant ainsi les pays fortement impactés à des risques de tensions.

Par ailleurs, les conséquences économiques de la pandémie du Corona virus ont été très lourdes pour le continent africain, suite à la diminution de la demande combinée aux efforts consentis pour faire face à la pandémie. Toutefois, dans un environnement déjà vulnérable,

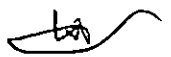
l'Afrique en général et la sous-région Afrique centrale en particulier, doit relever de sérieux défis tels qu'une intervention rapide et efficace, économiquement abordable, à travers l'ensemble du continent. Les secteurs les plus affectés étant notamment, le secteur de l'emploi, qui a enregistré une baisse massive alors que le taux de chômage est déjà élevé, les moyens de subsistance, de la sécurité alimentaire, de l'accès à l'éducation et du capital humain. D'autre part, l'impact économique de la pandémie a aussi occasionné une chute considérable des flux d'envois de fonds vers les pays d'Afrique Sub-Saharienne.

Sur le plan national, le contexte de mise en œuvre de la SND30 est marqué par un programme économique et financier avec le FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), consécutif à la fluctuation défavorable des cours des matières premières dont le pétrole. Par ailleurs, le pays reste marqué par la persistance des crises sécuritaires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, d'une part, et dans la région de l'Extrême-Nord victime des exactions de la secte terroriste Boko-Haram, d'autre part.

Dans la dynamique d'atténuer les effets de toutes ces crises qui impactent l'économie nationale, et compte tenu de nombreux défis et enjeux, aujourd'hui contrastés par la guerre en Ukraine et la crise sanitaire de corona virus, le Cameroun a mis l'accent sur un certain nombre de piliers donc la transformation structurelle de l'économie nationale, de promotion de l'emploi et de l'insertion économique. Ces piliers visent entre autres à emmener l'intelligentsia nationale à contribuer au développement du Cameroun; en analysant l'impact de la transformation structurelle de l'économie sur la promotion de l'emploi décent pour une insertion sociale réussie des jeunes dans le circuit économique.

Dans le sens de l'atteinte de ces objectifs, l'un des axes stratégiques visés par la transformation structurelle consiste au développement des infrastructures productives qui a identifié la gestion foncière et cadastrale comme secteur prioritaire compte tenu de la place qu'occupe la terre dans le processus de fiabilisation et d'amélioration du climat des affaires. Le Gouvernement entend ainsi poursuivre la modernisation de la gestion domaniale, cadastrale et foncière à travers la mise en place d'un vaste programme de digitalisation du cadastre, de renforcement de la sécurisation du domaine public et des documents fonciers, par leur numérisation et la mise en place d'un réseau informatisé entre les conservations foncière, au niveau national, en vue de la sécurisation des transactions foncières et du développement des activités économiques.

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la SDN30, le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF) s'est vu confié, entre autres, la mission de digitalisation du cadastre. En ce sens, un certain nombre d'activités ont été entreprises au rang desquelles, le Projet d'Appui à la Modernisation du Cadastre et du Climat des Affaires financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), la réforme foncière domaniale, la constitution des réserves foncières et de création et d'aménagement des lotissements domaniaux. Dans le même ordre d'esprit, le MINDCAF a élaboré un ensemble de textes réglementaires à l'effet d'améliorer la qualité du service public concourant ainsi à l'atteinte des objectifs visés.



Ce processus de digitalisation reste fortement tributaire des lois et réglementations en vigueur qui prévoient de transférer progressivement les données sur les biens et parcelles des supports analogiques vers des supports informatiques et mettre en place un système informatisé en vue d'optimiser le processus de collecte des données, améliorer la transparence dans le traitement des données, produire des informations fiables, consultables en tout temps et tous lieux.

2. OBJET

L'objectif principal de l'étude est de disposer d'un document cadre qui servira d'appui pour renforcer et consolider l'action du Maitre d'Ouvrage, dans le cadre de la confection et de la digitalisation du Cadastre à l'horizon de la SND30.

De manière plus spécifique, les objectifs visés sont notamment de :

- dresser un état des lieux des initiatives prises en vue de la modernisation du cadastre lors des 10 précédentes années ;
- évaluer le cadre institutionnel, législatif et réglementaire du secteur du Cadastre ;
- élaborer une analyse exhaustive et un diagnostic à l'effet d'évaluer les capacités techniques, institutionnelles et organisationnelles du secteur du Cadastre ;
- proposer une orientation générale et des choix stratégiques en vue d'une confection et digitalisation efficiente de cadastre.
- élaborer un plan d'action prioritaire et actualisé de la confection et de la digitalisation du Cadastre ;
- évaluer de coût, ainsi que l'impact socio-économique de la confection et de la digitalisation du Cadastre.

Les objectifs de la démarche qui est conduite par le Ministère en charge du Cadastre, en lien avec l'ensemble des administrations et organismes productrices et utilisatrices des données cadastrales, les organisations professionnelles concourant à la production des données, les consommateurs d'informations cadastrales, peuvent être synthétisés de la façon suivante :

Phase 1 : elle sera consacrée à l'élaboration de l'état des lieux et du diagnostic de la situation actuelle relative à la digitalisation du Cadastre. Elle s'exécutera en quatre (04) missions :

- **Mission 1** : l'élaboration de la revue technique des activités du MINDCAF relatives à la Digitalisation du MINDCAF ;
- **Mission 2** : l'élaboration de la revue juridique et réglementaire des textes qui encadrent l'action du MINDCAF dans le processus de Digitalisation ;
- **Mission 3** : les Consultations Participatives et Missions d'immersion dans les différentes entités intervenant dans l'activité Cadastre.
- **Mission 4** : une analyse exhaustive et un diagnostic.

Phase 2 : elle sera consacrée à l'élaboration du Plan d'Action Prioritaire (PAP). Elle se réalisera en trois (04) missions :

- **Mission 1 :** la formulation de l'orientation générale et des choix stratégiques ;
- **Mission 2 :** l'élaboration du Plan d'Action Prioritaire de la digitalisation du Cadastre ;
- **Mission 1 :** la définition du dispositif de mise en œuvre, suivi-évaluation ;
- **Mission 2 :** le cadre de budgétisation et de financement de la Politique ;
- **Mission 4 :** l'étude d'impact socio-économique.

Phase 3 : elle sera consacrée à l'élaboration du document cadre à la digitalisation du Cadastre et se déroulera en trois (03) missions :

- **Mission 1 :** les réformes devant soutenir la conduite du Changement ;
- **Mission 3 :** la rédaction du document cadre d'appui pour la digitalisation du Cadastre (PDC30).

Au lancement de cette chaque tranche, le Consultant produira un rapport de mise en œuvre précisant la méthodologie qu'il compte déployer pour la bonne exécution des prestations. Ce rapport donnera lieu à des réunions d'évaluation conduite par l'ingénieur du marché avec compte rendu au Chef service du marché

Les modalités de ces réunions seront arrêtées par le comité de Suivi du projet. Au cours de ces réunions, les questions relatives à la perception que les différents intervenants ont de la digitalisation du Cadastre, de la vision et du périmètre des prestations seront débattues en passant par l'état des intrants nécessaires pour mener à bien les opérations y relatives.

De manière générale, les résultats attendus au cours de cette étude sont :

- une revue technique de l'ensemble des activités entreprises par le MINDCAF en vue de digitaliser le Cadastre ;
- une revue juridique et réglementaire des différents textes qui encadrent l'activité cadastrale ;
- un rapport d'analyses exhaustives et du diagnostic de la politique de digitalisation du MINDCAF ;
- un rapport formulant l'orientation générale et les choix stratégiques de digitalisation du Cadastre à l'horizon 2030 ;
- un plan d'action prioritaire et actualisé ;
- la liste des activités à maturer ;
- un rapport d'étude d'impact socio-économique de la mise en œuvre de la confection et la digitalisation du Cadastre ;
- les orientations majeures et l'architecture des projets de texte majeure devant soutenir la conduite du changement
- le Rapport Général de la Politique de Digitalisation du Cadastre à l'Horizon 2030 (PDC30).

NB : la Durée prévue de l'étude est de sept mois et demi (7.5) mois hors mis les périodes de validation des différents rapports soit deux (02) mois environ.

3. FINANCEMENT

Le financement sera assuré par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières de l'exercice 2023.

4. PARTICIPATION ET ORIGINE

Les Consultants intéressés devront être des Cabinets d'expertise nationaux agréés, dont les compétences diversifiées s'étendent sur les champs relevés supra. Ils devront fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour effectuer lesdites prestations (brochures, références concernant les prestations analogues, expériences dans les conditions similaires, qualifications du personnel d'encadrement, premières et dernières pages des contrats avec certificat de bonne fin ou attestation de mainlevée de la caution de bonne fin délivrée par le maître d'ouvrage)

- Justifier des capacités techniques et financières compatibles avec les prestations à exécuter ;
- **Ne pas avoir plus de deux (02) études en cours d'exécution au MINDCAF ;**
- Disposer du matériel et du personnel nécessaires ou s'engager à recruter pour les prestations à exécuter.

Les candidats devront fournir les pièces administratives démontrant qu'ils sont en capacité de réaliser les prestations : attestation de non exclusion de la commande publique dans le pays d'origine et justification du chiffre d'affaires des trois derniers exercices. Les candidats de droit camerounais seront tenus de fournir en pièce originale, leur attestation de non redevance ainsi que de leur attestation de non faillite, leur attestation pour candidature délivrée par le Directeur Général de la CNPS. L'absence de l'une des pièces listées ci-dessus ne sera pas éliminatoire mais, après évaluation des candidatures, le Ministre en charge du Cadastre se réserve le droit d'exiger la fourniture de certaines pièces préalablement à la présélection du candidat.

Le Consultant présentera le Curriculum Vitae (CV) de chaque membre de son équipe, faisant ressortir les renseignements sur la formation académique et l'expérience professionnelle dans les domaines des prestations similaires.

Le personnel-clé sera composé comme suit :

- **Chef de Mission : Expert en Analyse et Evaluation des projets (BACC+5)**, ou équivalent, possédant une expérience professionnelle de quinze (12) ans au minimum dans le domaine de la l'audit, la planification stratégique, la prévision économique et de la fiscalité locale. Il devra avoir une expérience solide dans le secteur d'audit des projets et politiques publiques (08) ans d'expérience spécifique dans la planification stratégique, et avoir participé à au moins deux (03) études stratégiques en qualité de Chef de Mission, dont trois (02) projets similaires ;



Son rôle sera focalisé sur l'élaboration de toutes activités visant à définir le Plan d'Action Prioritaire, en relation son groupe d'experts et de manière générale de superviser l'ensemble des tâches attendues de l'étude.

- **Expert foncier : Un Géomètre Expert foncier agréé (BACC+5)**, ou équivalent, possédant une expérience professionnelle de dix (10) ans au minimum dans secteur liée à l'activité cadastrale, et ayant participé à au moins deux (02) projets d'élaboration des plans cadastraux et de création de bases de données géographique en qualité d'expert.
- **Un (01) Informaticien – ingénieur (BACC+5), ou équivalent**, spécialisé dans le domaine de l'architecture de réseaux et de gestion des bases de données (05) ans d'expériences professionnelles dans la mise en place des bases de données et architecture réseau. Il devra avoir une expérience d'au moins trois (03) ans dans de domaine de l'expertise digitale, data Architect et data analyst.
- **Un (01) Juriste, publiciste, Expert en droit foncier (BACC+5)**, spécialisé dans le domaine des politiques publiques, il devra avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans l'élaboration et l'analyse des textes de loi et de la réglementation.

Le Personnel d'appui

- **Un (01) archiviste documentaliste (BACC+3)** ou équivalent, possédant cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'inventaire, le tri, l'évaluation, la restauration, le rangement des archives. la conservation et la gestion électronique des documents.
- **Un (01) assistante**, titulaire d'un diplôme universitaire au moins **BACC+2** en secrétariat comptable de cinq (05) ans, et justifiant d'une bonne expérience dans les études

Le Consultant devra disposer de locaux permanents au Cameroun et dans la ville de Yaoundé au plus tard un (01) mois après la signature du contrat et pour toute la durée de la prestation.

Les regroupements sont recommandés dans le cadre du présent ASMI, particulièrement les groupements entre Cabinets nationaux justifiant d'expériences complémentaires sont encouragés par le Maitre d'Ouvrage.

Si le Consultant est constitué en groupement, la manifestation d'intérêt doit inclure :

- Une copie de l'accord de groupement conclu par l'ensemble de ses membres.

OU

- Une lettre d'intention de constituer un groupement dans l'hypothèse où sa proposition serait retenue, signée par tous les membres et accompagnée d'une copie de l'accord de groupement proposé.

5. REMISES DES OFFRES



Les Dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en quatre (05) exemplaires dont un (01) original et trois (04) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la **Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières sise à l'Immeuble Ministériel N°2 porte 102**, au plus tard le 07 MARS 2023 à 12 heures avec la mention :

**« Avis à Manifestation d'Intérêt/Services de Consultants –
Etude de la Confection et de la Digitalisation du Cadastre ».**

*A l'attention de Monsieur le Ministre des Domaines, du Cadastre et des
Affaires Foncières*

Agence d'exécution du projet : Direction du Cadastre

*Adresse géographique : Ministère des Domaines, du Cadastre et des
Affaires Foncières, Yaoundé, Cameroun*

Téléphone : (00237) XXXXXXXXX

6. Critères d'évaluation

- *Critères éliminatoires :*

1. Dossier non conforme aux prescriptions du présent avis ;
2. Fausse déclaration / pièces falsifiées ;
3. **Plus de deux (02) études en cours d'exécution au MINDCAF ;**
4. Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
5. Présentation d'un dossier de fonctionnaire en service.

- *Critères essentiels d'évaluation*

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- Personnel : 50 points
- Références : 25 points
- Capacité financière : 10 points
- Matériel : 15 points

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent seront retenus.

Le Ministre en charge du Cadastre dressera une liste restreinte de 3 candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de propositions pour la réalisation des Services requis.

7. Renseignements Complémentaires

7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières sise au 1^{er} étage-porte 102 de l'Immeuble Ministériel N°2.

Copies:

- ARMP ;
- Affichage ;
- Service des Marchés Publics

23 FEV 2023

Le Ministre des Domaines, du
Cadastre et des Affaires Foncières



Henri Euche Ayissi

**MINISTÈRE DES DOMAINES, DU CADASTRE
ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

**MINISTRY OF STATE PROPERTY, SURVEYS
AND LAND TENURE**

STUDY FOR PREPARATION AND DIGITIZATION OF SURVEYS

REQUEST OF EXPRESSION OF INTEREST

N° 1000 06 - /R/1/MINDCAF/SG/DCAD/SDEN of 23 FEB 2023

1. Context and justification

Within the framework of achieving the vision of Cameroon as an "Emerging Democratic Country United in its Diversity" by 2035, Cameroon, as part of its national development policy, has since 2009 drawn up a series of strategy documents, including the National Development Strategy for the 2030 Horizon (NDS30), which represents the new reference framework for government action during the 20-30 decade. It is based on the lessons learnt from the implementation of the Growth and Employment Strategy Paper (GESP), which it has taken over from the beginning of 2020. The government's ambition within the framework of the NDS 30 is clear: to place the country on the path of emergence by 2035. Although this objective is noble and legitimate, it is nevertheless true that the implementation of the NDS 30 is taking place in a rather unstable national and international economic context.

Although the current situation of war in Ukraine does not yet allow us to measure the impact on economic relations and African countries, including those of the Sub-Region, we could expect a rather significant impact on the African economy, and Cameroon in particular, given the latter's heavy dependence on wheat, thus re-emphasising the issues of food insecurity and lack of sovereignty in this area. This structural problem is further supported by the crises of 2008, relating to food riots in the context of the financial crisis, and 2019, relating to the Corona virus pandemic, which reduced maritime traffic and substantially increased prices, thus exposing the heavily impacted countries to the risk of tensions.

In addition, the economic consequences of the Corona virus pandemic have been very severe for the African continent, as a result of reduced demand combined with efforts to respond to the pandemic. However, in an already vulnerable environment, Africa in general and the Central African sub-region in particular, faces serious challenges such as a rapid, effective and affordable response across the continent. The most affected sectors include employment, which has seen a massive decline in already high unemployment, livelihoods, food security, access to education and human capital. On the other hand, the economic impact of the pandemic has also led to a considerable drop in remittance flows to sub-Saharan African countries.

At the national level, the implementation of the NDS30 is marked by an economic and financial programme with the IMF under the Extended Credit Facility (ECF), following the unfavourable fluctuation in the price of raw materials, including oil. In addition, the country remains marked by the persistence of security crises in the North-West and South-West regions, on the one hand, and in the Far-North region, which has been the victim of atrocities by the terrorist sect Boko-Haram, on the other hand.

In the dynamics of mitigating the effects of all these crises that impact the national economy, and taking into account the numerous challenges and stakes, today contrasted by the war in Ukraine and the health crisis of corona virus, Cameroon has laid emphasis on a certain number of pillars thus the structural transformation of the national economy, the promotion of employment and economic insertion. These pillars aim, among other things, to bring the national intelligentsia to contribute to the development of Cameroon, by analysing the impact of the structural transformation of the economy on the promotion of decent employment for the successful social insertion of young people into the economic circuit.

In order to achieve these objectives, one of the strategic axes targeted by the structural transformation consists of the development of productive infrastructures, which has identified land and survey management as a priority sector, given the place that land occupies in the process of making the business climate reliable and improving it. The government thus intends to continue modernising the management of land and survey property through the implementation of a vast programme to digitise survey, to strengthen the security of the public domain and land documents, by digitising them and setting up a computerised network between the land registries at national level, with a view to securing land transactions and developing economic activities.

Within the framework of the operationalisation of SDN30, the Ministry of State Property, Surveys and Land Tenure (MINDCAF) has been entrusted, among other things, with the mission of digitising survey. In this regard, a certain number of activities have been undertaken, including the Support Project for the Modernisation of Survey and the Business Climate financed by the African Development Bank (BAD), the reform of the land registry, the constitution of land reserves and the creation and development of state-owned housing estates. In the same vein, MINDCAF has drawn up a set of regulations to improve the quality of public service, thus contributing to the achievement of the targeted objectives.

This digitisation process remains highly dependent on the laws and regulations in force, which provide for the gradual transfer of data on properties and plots from analogue media to computerised media and the setting up of a computerised system with a view to optimising the data collection process, improving transparency in data processing, and producing reliable information that can be consulted at any time and in any place.

2. OBJECTIVE

The main objective of the study is to have a framework document that will serve as a support to strengthen and consolidate the action of the project owner, in the context of the preparation and digitisation of Survey for the NDS30.

More specifically, the objectives are to:

- to take stock of the initiatives taken to modernise Survey over the past 10 years;
- to assess the institutional, legislative and regulatory framework of the survey sector;
- to elaborate an exhaustive analysis and a diagnosis in order to evaluate the technical, institutional and organisational capacities of the land registry sector;
- to propose a general orientation and strategic choices for the efficient compilation and digitisation of survey;
- to elaborate an updated priority action plan for the production and digitisation of Survey;
- to assess the cost and socio-economic impact of the production and digitization of Surveys.

The objectives of the process, which is led by the Ministry in charge of Surveys, in conjunction with all the administrations and bodies that produce and use survey data, the professional organisations involved in data production, and the consumers of survey information, can be summarised as follows:

Phase 1: this will be devoted to the elaboration of the state of play and the diagnosis of the current situation regarding the digitisation of Survey. It will be carried out in four (04) missions:

- Mission 1: the elaboration of the technical review of MINDCAF's activities relating to the digitisation of MINDCAF;
- Mission 2: the elaboration of the legal and regulatory review of the texts that frame the action of MINDCAF in the digitisation process;
- Mission 3: Participatory consultations and immersion missions in the various entities involved in survey activities.
- Mission 4: an exhaustive analysis and diagnosis.

Phase 2: It will be devoted to the elaboration of the Priority Action Plan (PAP). It will be carried out in three (04) missions:

- Mission 1: formulation of the general orientation and strategic choices;
- Mission 2: the elaboration of the Priority Action Plan for the digitisation of survey;
- Mission 1: definition of the implementation, monitoring and evaluation mechanism;
- Mission 2: the budgeting and financing framework for the policy;
- Mission 4: the socio-economic impact study.

Phase 3: this will be devoted to the elaboration of the framework document for the digitisation of survey and will be carried out in three (03) missions:

- Mission 1: reforms to support the management of change;
- Mission 3: drafting of the framework document to support the digitisation of Survey (PDC30).

At the start of each phase, the Consultant will produce an implementation report specifying the methodology that he intends to use for the proper execution of the services. This report will give rise to evaluation meetings conducted by the contract engineer and reported to the Head of the contract department.

The modalities of these meetings will be decided by the Project Follow-up Committee. During these meetings, questions relating to the perception that the various stakeholders have of the digitisation of the Survey, the vision and the scope of the services will be discussed, including the state of the inputs needed to carry out the related operations.

In general, the expected results of this study are:

- a technical review of all the activities undertaken by MINDCAF to digitise Survey the Cadastre;
- a legal and regulatory review of the various texts governing survey activity;
- a report on the exhaustive analysis and diagnosis of MINDCAF's digitisation policy;
- a report formulating the general orientation and strategic choices for digitising Survey by 2030;
- an updated priority action plan;
- the list of activities to be matured;
- a report on the socio-economic impact of the implementation of the preparation and digitisation of Survey;
- the major orientations and the architecture of the major draft texts to support the change management;
- the General Report on the Policy for Digitisation of Survey to 2030 (PDC30).

NB: The expected duration of the study is seven and a half (7.5) months, excluding the validation periods for the various reports, which are approximately two (02) months.

3. FINANCING

The financing will be provided by the Public Investment Budget of the Ministry of State Property, Surveys and Land Tenure for the year 2023.

4. PARTICIPATION AND ORIGIN

Interested Consultants shall be approved national consultancy firms with diversified expertise in the above-mentioned fields. They shall provide information indicating that they are qualified to carry out the said services (brochures, references concerning similar services, experience in similar conditions, qualifications of the management staff, first and last pages of the contracts with certificate of completion or certificate of release of the performance bond issued by the contracting authority)

- Justify technical and financial capacities compatible with the services to be carried out;

- Not have more than two (02) studies in progress at MINDCAF;
- Have the necessary equipment and personnel or undertake to recruit them for the services to be carried out.

Candidates must provide administrative documents demonstrating that they are capable of carrying out the services: certificate of non-exclusion from the public order in the country of origin and proof of turnover for the last three financial years. Candidates under Cameroonian law will be required to provide, in original, their certificate of non-bankruptcy, their certificate of candidacy issued by the Director General of the CNPS. The absence of any of the above-mentioned documents shall not be a reason for elimination, but after evaluation of the applications, the Minister in charge of the Land Registry reserves the right to require the provision of certain documents prior to the pre-selection of the candidate.

The Consultant shall submit the Curriculum Vitae (CV) of each member of his team, highlighting information on academic background and professional experience in the fields of similar services.

The key personnel will be composed as follows:

- **Head of Mission:** Expert in Project Analysis and Evaluation (BACC+5), or equivalent, with a minimum of fifteen (12) years professional experience in the field of audit, strategic planning, economic forecasting and local taxation. He/she should have a solid experience in the sector of auditing of projects and public policies (08) years of specific experience in strategic planning, and should have participated in at least two (03) strategic studies as a Mission Leader, including three (02) similar projects;

His role will focus on the elaboration of all activities aimed at defining the Priority Action Plan, in relation to its group of experts and in general to supervise all the tasks expected from the study.

- **Land Surveyor:** A certified Land Surveyor (BACC+5), or equivalent, with a minimum of ten (10) years of professional experience in a sector related to survey activity, and having participated in at least two (02) projects for the elaboration of survey plans and the creation of geographic databases as an expert.
- **One (01) Computer scientist** - engineer (BACC+5), or equivalent, specialised in the field of network architecture and database management (05) years of professional experience in the implementation of databases and network architecture. He/she should have at least three (03) years of experience in the field of digital expertise, data architect and data analyst.
- **One (01) Lawyer, publicist,** expert in land law (BACC+5), specialised in the field of public policies, he/she should have at least 5 years of professional experience in the elaboration and analysis of legal texts and regulations.

Support staff:

- **One (01) documentalist archivist** (BACC+3) or equivalent, with five (05) years of professional experience in the field of inventory, sorting, appraisal, restoration, storage of archives, conservation and electronic document management.
- **One (01) assistant**, with a university degree of at least BACC+2 in accounting secretariat of five (05) years, and with good experience in studies.

The Consultant shall have permanent premises in Cameroon and in the city of Yaounde within one (01) month of the signing of the contract and for the entire duration of the service.

Groupings are recommended in the framework of this ASMI, particularly groupings between national firms with complementary experience are encouraged by the Employer.

If the Consultant is constituted as a consortium, the expression of interest should include:

- A copy of the grouping agreement concluded by all its members.

OR

- A letter of intent to form a consortium should its proposal be successful, signed by all members and accompanied by a copy of the proposed consortium agreement.

5. Submission of Tenders

The application documents, written in French or English, must be submitted in five (05) copies, one (01) original and four (04) copies marked as such, in a closed and sealed envelope, to the Department of General Affairs, Public Contracts Service of the Ministry of State Property, Surveys and Land Tenure, located at Ministerial Building N°2 door102, no later than 07 March 2024 at 12 noon, with the mention:

"Request of Expression of Interest/Consultant Services - Study on the Preparation and Digitisation of Surveys".

To the attention of the Minister of State Property, Surveys and Land Tenure

Project Executing Agency: Department of Surveys

*Geographical address: Ministry of State Property, Surveys and Land Tenure, Yaounde,
Cameroon*

Telephone :

6. Evaluation criteria
Eliminatory criteria

1. File not in conformity with the requirements of this notice;
2. False declaration / falsified documents;
3. More than two (02) studies in progress at MINDCAF;
4. technical score lower than 70 points out of 100;
5. Submission of a file of an official in service.

Essential criteria

The essential criteria related to the technical qualifications of the bidders.
Technical offers will be evaluated according to the following essential criteria:

- Personnel: 50 points;
- References: 25 points
- Financial capacity: 10 points
- Equipment: 15 points

Only those candidates who score at least seventy (70) out of one hundred points in the technical evaluation will be selected.

The Minister in charge of the Surveys will draw up a shortlist of a maximum of 3 candidates, pre-selected on the basis of the applications received, to whom he will send the Request for Proposals for the performance of the required Services.

7. Additional information

Further general information may be obtained during working hours from the Department of General Affairs, Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance, Public Contracts Service of Ministry of State Property, Surveys and Land Tenure located at ministerial building No.2, door 102, as soon as this notice is published

Yaounde, on the 23 FEB 2023

Copies to:

- MINMAP (for follow-up)
- PCRA (for publication and archiving)
- CIPM/MINDCAF (for information)
- Notice boards (for information)

**The Minister of State Property,
Surveys and Land Tenure**



Henri Eyoh Ayissi